

# Mémoires de l'après-guerre : les enfants de l'Auxilio Social

**ÁNGELA CENARRO LAGUNAS**  
Université de Saragosse

Les propos qui suivent sont une synthèse des conclusions des recherches que je mène sur les mémoires des enfants accueillis dans des foyers d'assistance publique – Auxilio Social – durant l'après-guerre civile espagnole. Au-delà de l'analyse de l'institution, le projet était d'explorer, à travers la compilation de témoignages oraux, la logique de pouvoir sous-jacente dans la politique d'assistance menée par le franquisme. Une logique qui pouvait passer inaperçue, car au départ, elle n'était pas associée à des attitudes violentes. Il s'agissait par ailleurs de connaître les expériences des personnes qui vécurent dans ces centres, car leurs vécus et leurs souvenirs n'ont pas été une priorité pour le mouvement de « récupération de la mémoire historique » qui a mobilisé la société civile depuis 2001. Mon hypothèse de départ est qu'il existe un lien étroit entre répression, autarcie et assistance sociale pendant l'après-guerre<sup>1</sup>. Emmenés par le général Franco, les militaires rebelles provoquèrent la Guerre civile – conséquence de l'échec du coup d'État du 18 juillet 1936 – et un massacre sans précédent à l'arrière. La guerre terminée, les militaires vainqueurs donnent un cadre légal à la répression des vaincus : on estime que, entre juillet 1936 et la fin des années 1940, 150 000 personnes furent assassinées par divers moyens : vengeances (surtout au cours des premiers mois du conflit) ou sentences des conseils de guerre (à partir de 1937)<sup>2</sup>. Dans la période d'après-guerre, la violence physique se conjugue à une politique d'autarcie économique – autosuffisance et isolement économique du pays – jusqu'en 1959. Politique qui concourt à la consolidation de la victoire militaire parce qu'elle préserve les intérêts de l'élite agricole et industrielle grâce à la spéculation et à l'exploitation de la main d'œuvre. Les ouvriers, les classes populaires, les familles de prisonniers politiques, les veuves ou orphelins de soldats républicains morts au combat se retrouvèrent dans la misère. Le discours catholique de « régénération nationale » à laquelle on devait parvenir par l'expiation et la soumission

---

[1] Michael Richards, *Un tiempo de silencio. La guerra civil y la cultura de la represión en la España de Franco, 1936-1945*, Barcelone, Crítica, 1999.

[2] Santos Juliá (coord.), *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de Hoy, 1999.

fournit un cadre rhétorique de légitimation de l'exclusion sociale des vaincus. Que ceux qui fomentèrent la misère fussent également ceux qui conçurent des dispositifs pour en alléger les conséquences auprès des plus démunis n'est pas contradictoire, car la création d'une bureaucratie de l'assistance sociale contribua à développer une « sous-culture de la dépendance », élément-clé de la construction des relations de pouvoir entre vainqueurs et vaincus.



Brochure de propagande de l'Auxilio Social, 1939. © Archivo General de la Administración, Fondo de Cultura

Un des objectifs était de situer les récits des anciens pensionnaires des institutions de l'Auxilio Social dans le contexte du mouvement de « récupération de la mémoire historique » dont l'action se traduit par la création d'associations locales et régionales, l'ouverture de fosses communes et la collecte de la mémoire orale des proches des victimes. Cette mobilisation voit le jour après la publication, au cours des 25 dernières années, de centaines de livres et d'articles sur la Guerre civile, la dictature et la violence franquiste. Mais en dépit de cette masse de publications, l'assistance publique a été négligée par les chercheurs, car elle fut considérée comme le visage aimable d'un régime sanguinaire.

La prise en compte de la mémoire des personnes ayant vécu dans ces centres d'assistance publique apparaît indispensable pour diverses raisons. En premier lieu parce que les entretiens constituent une source indispensable pour la connaissance de la vie quotidienne dans ces centres, un aspect de l'après-guerre civile auquel on ne pouvait accéder à travers les sources écrites. Il s'agissait également de mesurer jusqu'à quel point s'était réalisée l'utopie totalitaire telle qu'elle fut définie dans les discours des dirigeants et de leurs conseillers techniques. Je me suis demandé ensuite si ces mémoires correspondaient au discours dominant issu du mouvement de la récupération de la mémoire. Car ces discours font état de l'existence d'une mémoire historique (au singulier), perdue et qu'il fallait désormais récupérer. Pour la première fois depuis 70 ans, les victimes de la répression franquiste et leurs familles ont pu inscrire leur mémoire dans l'espace public.

Les récits élaborés autour de l'expérience de la défaite et la répression répondent à deux modèles ou scénarios de base : les sujets se présentent d'ordinaire comme victimes de la répression ou comme héros de la résistance antifranquiste. Et même

si ceux qui résistèrent activement dans les années 1940-1950 n'étaient pas nombreux, l'on peut se considérer un héros de la résistance au quotidien. De ce point de vue, la campagne de récupération de la mémoire historique a eu un effet ambigu. Elle a favorisé la prolifération de récits sur le passé traumatique ; mais elle peut également inhiber les récits qui ne correspondent pas aux modèles mentionnés (la victime, le héros). Il s'agissait donc de chercher des réponses aux questions suivantes : dans quelle mesure les récits des anciens pensionnaires de l'Auxilio Social répondent-ils ou non à ces modèles et quelle part occupe le passage par ces foyers dans le processus de construction identitaire ?

### **L'AUXILIO SOCIAL PHALANGISTE : ENTRE RÉÉDUCATION ET DISCIPLINE**

Les conclusions que je propose sont basées sur 18 entretiens réalisés dans différentes villes : Madrid, Barcelone, Saragosse, Oviedo et Ségovie. La localisation des anciens pensionnaires ne fut pas aisée et cette difficulté est un élément constitutif du processus. L'absence d'associations, de forums ou de réseaux est sans doute le résultat des méthodes utilisées dans ces centres. Des méthodes accordées aux objectifs des institutions d'assistance fascistes : contribuer à la création d'une nouvelle « communauté nationale » appelée *Patrie* ou *Nouvelle Espagne* où il n'y avait pas de place pour ceux qui appartenaient à l'anti-Espagne sauf à avoir été auparavant régénérés. Comme institution, l'Auxilio Social prend part à cette régénération nationale, car elle recueille des orphelins de guerre, des enfants abandonnés ou de familles pauvres et les fils de prisonniers politiques. Un décret de 1940 fournit le cadre légal à l'application d'un programme ségrégationniste destiné à séparer les enfants de leurs parents républicains et à les soumettre à un strict contrôle. Ce décret autorisait l'État à séparer les enfants des parents susceptibles de menacer leur « formation morale » ; une pratique particulièrement cruelle pour les prisonnières politiques auxquelles on retirait les enfants lorsqu'ils atteignaient l'âge de quatre ans pour les placer dans des institutions catholiques et phalangistes, voire, parfois, pour les donner en adoption illégale à des familles pro-franquistes<sup>3</sup>. L'Auxilio Social accueillait, du moins en théorie, la majorité de ces enfants, car elle avait ordre de réserver 75 % des places aux orphelins de la « guerre et de la révolution ».

Étroitement lié à ce désir de régénération, le quotidien des foyers obéissait aux règles essentielles du pouvoir disciplinaire : horaires stricts, isolement du monde extérieur, absence d'effets personnels. Les récits montrent que ces pratiques disciplinaires vécues au quotidien constituent l'essentiel des témoignages. En général, les enfants ne pouvaient rentrer chez eux qu'à Noël ou pendant les vacances et n'avaient donc que peu d'occasions d'entrer en contact avec leurs familles. Les mères étaient

---

(3) Ricard Vinyes, Montse Armengou y Ricard Belis, *Los niños perdidos del franquismo*, Barcelona, Plaza y Janés, 2002.

certaines autorisées à effectuer une visite hebdomadaire, mais l'éloignement entre le domicile et le foyer rendait les choses bien difficiles dans la pratique. Les autorités des foyers confisquaient en règle générale la nourriture ou l'argent envoyés et la sensation de pénurie matérielle était constante. Conscients que cela ajouterait à la souffrance de leurs mères en proie à mille difficultés, les enfants ne leur racontent pas ce qui se passe à l'intérieur du foyer. Et les continuelles menaces de la direction ne sont pas étrangères à cette décision. Comme le raconte Hilario L., pensionnaire du Foyer Batalla del Jarama (plus connu sous le nom de « Paracuellos » et situé dans la région de Madrid), lorsque les enfants osaient faire part de leurs expériences à leurs familles, les lettres étaient interceptées. Hilario L. se souvient avoir écrit et envoyé plusieurs lettres où il se plaignait de la dureté de son quotidien à Paracuellos qui ne parvinrent jamais à sa mère.

Le silence était un outil des plus efficaces pour éroder les identités des petits. Les entretiens font apparaître que le silence sur la vie et les antécédents de la famille était une règle implicite dans les foyers, une règle souvent imposée par les mères elles-mêmes. Deux témoins interviewés, Bárbara B. et Pedro F., dont les pères furent emprisonnés ou fusillés en raison de leur appartenance républicaine, suivirent à la lettre les consignes maternelles de ne révéler à personne l'engagement politique et le sort final de leurs pères. Dans le même ordre d'idée, la division des familles ne favorisa pas la création d'une identité collective partagée. La séparation des familles selon des critères d'âge ou de sexe (les filles et les garçons étaient envoyés dans des établissements différents) était une pratique habituelle, mais souvent la décision de séparer une fratrie n'obéissait pas à une logique évidente. Toutes les personnes interrogées – à une exception près – furent séparées de leurs frères et sœurs, même s'ils étaient d'âges voisins ; une décision irrationnelle très mal vécue par les enfants.

La discipline court-circuitait chez les enfants toute tentative de créer un sentiment de complicité. Selon Josefa E., qui séjourna plusieurs années dans un foyer pour filles de Madrid, si quelqu'un parlait la nuit, toutes les filles étaient punies par la surveillante. On les obligeait à sortir dans une cour sale pour y faire des exercices de gymnastique. À Paracuellos, si un enfant pleurait ou mouillait son lit la nuit, les instructeurs phalangistes l'obligeaient à se lever avant de le frapper à coups de ceinturon. Le sentiment de menace était permanent, car les instructeurs se promenaient autour des tables où les enfants déjeunaient ou dinaient et les frappaient même si leur comportement était correct. La punition fut conçue non seulement comme la réponse logique à une infraction aux règles établies, mais surtout comme une démonstration du pouvoir absolu des dirigeants de l'Auxilio Social sur les enfants. L'attitude des directeurs, instituteurs, surveillants et parfois des prêtres et des religieuses était incohérente. Une autre personne interrogée se souvient que les instructeurs phalangistes, responsables de la discipline, incitaient les adolescents à se battre entre eux provoquant de brutales querelles. On utilisait par exemple la force physique d'un adolescent psychologiquement diminué pour transformer la bagarre en un spectacle public de violence dirigée contre

les plus faibles. Pedro F. conclut : « De telles choses ne s'oublient jamais, jamais... Quel genre d'éducation est-ce là ? »

La politisation constitue une autre caractéristique du système d'assistance franquiste. Dans les chambres trônaient des portraits du dictateur, le général Franco, et du dirigeant de la Phalange assassiné en novembre 1936, José Antonio Primo de Rivera. L'éducation se fondait sur les rituels catholiques et la doctrine phalangiste : les enfants défilaient dans la cour ou dans les rues du centre-ville, vêtus de l'uniforme phalangiste. Et ils portaient ce même uniforme lorsqu'ils rendaient visite à leur père en prison ainsi que le rapporte Julia A<sup>4</sup>. Cependant, les tentatives d'endoctrinement n'étaient pas perçues comme telles par les enfants qui considéraient ces pratiques « normales » pendant la dictature, voire parfois ludiques (dans le cas des défilés) et les enfants vivant dans les foyers n'eurent jamais conscience de la politisation oppressive dans laquelle ils vivaient.



Jeunes filles du Foyer Rosa déposant une couronne au pied du Monument aux Morts, Málaga, 1958.  
© Archivo General de la Administración, Fondo de Cultura

De ce point de vue, certaines des expériences des pensionnaires étaient comparables à celles des prisonniers politiques : endoctrinement, abus, discipline quotidienne... Mais les prisonniers politiques purent développer ou préserver une forte conscience antifranquiste collective grâce aux vastes réseaux de solidarité dans et hors de prison. L'implication des familles, et surtout des femmes de prisonniers,

---

(4) On trouvera un témoignage similaire dans l'ouvrage de Pilar Fidalgo, *Une jeune mère dans les prisons de Franco*, Paris, Archives espagnoles, 1938 (?).

a été vitale pour la préservation physique et morale des prisonniers. Spontanés et informels, ces réseaux de soutien impliquaient toutefois une solide infrastructure destinée à assurer la survie au quotidien comme par exemple la préparation de repas, l'envoi de linge ou de courrier. Ces réseaux ont permis une rapide intégration des prisonniers, comme de leurs femmes, dans les organisations politisées de la résistance clandestine, monopolisée par le Parti communiste, ce qui a, en retour, renforcé l'identité et l'engagement antifranquiste des prisonniers après leur libération.

L'expérience des enfants au sein de l'Auxilio Social fut très différente. Après leurs années d'internat, la plupart des interviewés ont non seulement perdu le contact avec leurs anciens condisciples, mais surtout, une fois adultes, ils ont eu beaucoup de difficultés à raconter leur expérience à leurs parents ainsi qu'à leur conjoint et à leurs enfants. Certains sont encore réticents à évoquer ce vécu avec leur famille, car ils pensent qu'on ne les croira pas. Même si leurs trajectoires ont été différentes et si la plupart d'entre eux s'en sont bien sortis du point de vue professionnel et personnel, ils se considèrent soit comme des victimes (surtout ceux dont le père a souffert des représailles politiques pendant la dictature) soit comme des survivants après être passés par une sorte de sélection darwinienne. Toutefois, certains récits ne correspondent à aucun de ces deux modèles, montrant par-là à quel point l'expérience du séjour dans ces foyers est toujours fort peu élaborée et ne donne pas lieu à un discours construit. On peut en conclure que le processus de construction d'une identité ou d'une conscience collective en tant qu'« enfants de l'Auxilio Social » a été freiné par les singulières relations de pouvoir qui régnaient dans ces foyers et par la dispersion postérieure des enfants parvenus à l'âge adulte. En dépit de ces difficultés, la bande dessinée intitulée *Paracuellos*, inspirée de l'expérience de son auteur Carlos Giménez, pensionnaire du Foyer Batalla del Jarama, dans les années cinquante, constitue un point de référence important<sup>5</sup>. Presque tous les interviewés reconnaissent avoir lu avec émotion la bande dessinée et s'être reconnus dans les personnages de fiction, de sorte que la bande dessinée a opéré comme le catalyseur du surgissement d'une pseudo-identité d'« enfants de l'Auxilio Social ».

Éducation catholique, discipline et politisation furent considérées par les dirigeants de l'Auxilio Social comme les instruments pertinents pour « régénérer » les fils de républicains qui, en théorie du moins, représentaient la majorité des pensionnaires. Mais les rares éléments concrets que nous possédons sur les profils des enfants accueillis indiquent que ce n'était pas la norme habituelle ; les enfants provenaient plutôt de milieux politiques divers, mais presque tous de familles pauvres. Hilario L, pensionnaire à Paracuellos dans les années 1960, m'a affirmé que la brutalité des instructeurs s'exerçait surtout sur les fils de « rouges ». « Ces enfants, bon... ils en parlaient comme de "fils de rouges"... on disait que "ces fils de rouge" avaient été mis

---

[5] Carlos Giménez, *Todo Paracuellos*, Barcelone, DeBolsillo, 2007. Cette intégrale des albums est parue également en français : *Paracuellos*, Paris, Éditions Fluide Glacial, 2009.

là pour être éduqués... » Mais dans l'Espagne des années 1960, il n'y avait plus de « fils de rouges » et encore moins dans les foyers d'assistance phalangistes. En réalité, être « fils de rouges » était devenu une catégorie culturellement construite qui pouvait s'appliquer à n'importe quel enfant de famille pauvre, indépendamment du profil politique des parents. La création de cette catégorie par les dirigeants de l'Auxilio Social était précisément ce qui justifiait leur présence à la tête de cette institution et leurs pratiques disciplinaires. Il est remarquable que ce mécanisme de contrôle ait continué d'exister dans les années 1950-1960 quand la répression politique était moins forte et que le placement d'un enfant relevait de facteurs autres que politiques tels que la pauvreté, la perte d'un parent par mort naturelle ou accidentelle, ou l'abandon parental pour des raisons économiques ou personnelles. Venir d'une famille pauvre, indifférente ou hostile à Franco, était une raison suffisante pour inclure ces enfants dans la vaste catégorie de « rouge ». La vieille matrice discursive de l'exclusion fut réélaborée et politisée pendant la Guerre civile pour justifier la soumission et le contrôle des « ennemis de l'Espagne ».



Réunion de délégués provinciaux de l'Auxilio Social en présence de Mercedes Sanz Bachiller et Carmen de Icaza, 1938. © Archivo General de la Administración, Fondo de Cultura

## **MÉMOIRES, RÉSTANCES ET IDENTITÉS**

Bien que les conditions d'émergence d'une vaste résistance organisée n'aient jamais été réunies – la virulence de la répression détruisit les mouvements ouvriers et associatifs – l'exercice du pouvoir engendra des résistances. Comme l'ont analysé des historiens tels que Detlev Peukert ou Luisa Passerini à propos des dictatures allemande

et italienne, les centres de l'Auxilio Social furent des espaces où se développèrent de subtiles stratégies de résistance qui ne visaient pas le régime, mais certaines pratiques des foyers comme le contrôle social, les mesures disciplinaires ou l'intrusion dans la vie privée<sup>6</sup>. C'est une forme de résistance ténue dont les principaux agents furent les enfants ou les familles. À cet égard il était habituel que les mères ne renvoient pas les enfants après des vacances ou qu'elles défient les autorités des centres pour les garder. Il faut aussi souligner les stratégies des enfants à l'instar de ces fillettes du foyer féminin de Santander qui vomissaient régulièrement leurs repas jusqu'à ce qu'on les autorise à retourner chez elles. Les enfants s'enfuyaient fréquemment au point que le terme de « fugue » équivalait pour l'administration à « sortie définitive » du centre. En résumé, ces données nous montrent que les enfants étaient capables d'agir sur les relations de pouvoir imposées par les adultes.

Les récits des anciens pensionnaires montrent bien que les enfants ont tenté de construire une identité différente de celle que le régime voulait leur imposer. Adultes, ils se sont tous éloignés des principes politiques dans lesquels ils avaient été élevés et ils ont choisi, à des degrés divers, un engagement à gauche. Les enfants de républicains déclarés ont toujours été conscients de l'identité politique familiale même si leurs parents ne les autorisaient pas à en faire publiquement état. Avoir eu un père engagé à gauche a toujours été un point de référence dans leurs vies ainsi qu'en témoignent Bárbara B., Pedro F., Julián V., et Eulalia P. Le cas de Bárbara B. est particulièrement éclairant : depuis le début des années 1980, elle s'est battue pour obtenir la reconnaissance officielle du lieu où fut assassiné son père, maire socialiste d'un village de la région de Saragosse (Sierra de Luna). Après la chute de la dictature, elle et son mari ont fait pression sur les autorités locales pour obtenir que soit apposée une plaque commémorative dans le cimetière de Sierra de Luna, créant ainsi un mémorial public après quatre décennies de deuil privé. Elle affirme se sentir fière d'être la fille d'un républicain (pour reprendre les paroles de son mari, « elle est fière de dire que son père fut assassiné, elle le serait moins s'il avait tué d'autres personnes ») et pense qu'il est de son devoir de garder vivante la mémoire de son père (« à présent que ma mère n'est plus là, je parlerai à sa place »). Une attitude qui met clairement en évidence une filiation avec ses parents républicains, filiation qui ne fut pas altérée par les neuf années passées dans les foyers de l'Auxilio Social.

Outre l'identification avec les parents, la nette prise de distance avec les principes du régime est le résultat de l'échec des dirigeants de l'Auxilio Social à prendre un ascendant moral sur les enfants. Les méthodes brutales et arbitraires ont engendré chez les enfants un sentiment de trahison plus que de loyauté envers le régime, un

---

[6] Detlev J. K. Peukert, *Inside Nazi Germany. Conformity, Opposition and Racism in Everyday Life*, Londres, Penguin, 1987, and "Working Class Resistance: Problems and Options", in David Clay Large (ed.), *Contending with Hitler. Varieties of German Resistance in the Third Reich*, Washington & Cambridge, German Historical Institute & Cambridge University Press, 1991, p. 35-48. Luisa Passerini, *Fascism in Popular Memory. The Cultural Experience of the Turin Working Class*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.



sentiment qui les a amenés à des lectures alternatives de leur passé mettant l'accent sur leur désillusion et leur prise de distance par rapport au régime, voire à se définir comme « gauchistes » ou « antifranquistes ».

En définitive, les récits des enfants de l'Auxilio Social confirment l'échec du rêve totalitaire de créer une « communauté nationale ». Bien que soigneusement conçue par les dirigeants, médecins et psychiatres qui travaillaient pour Auxilio Social, la « régénération nationale » n'eut pas lieu. Tout d'abord parce que la mise en œuvre du projet de rééducation destiné à la création des « citoyens de la Nouvelle Espagne » ne fut jamais une priorité. Ensuite parce les plus jeunes utilisèrent les fissures du système pour chercher une alternative au projet de la dictature et pour se construire une identité basée sur la dissidence d'avec le régime. Une identité fondée paradoxalement sur la catégorie de « fils de rouges » qui régula les relations de pouvoir à partir de 1939. Bárbara B. se souvient d'une phrase que répétait une des religieuses régissant le foyer de Saragosse où elle séjourna, et selon laquelle il était dangereux de vouloir renverser la situation. La peur d'une hypothétique vengeance des fils de républicains est un symptôme significatif de la précarité de la « victoire » franquiste, imposée par la force et sans l'appui de l'ensemble des Espagnols.

Traduction : Danielle Corrado